Virus révélateur

Non, le coronavirus ne reconnaît pas des privilèges, il n’a pas d’égard pour le renom, le statut, le revenu ou la fortune des individus qu’il touche. Pourtant, il n’est pas socialement neutre.

De même que la crise climatique, la crise virale ne frappe pas de la même violence selon que l’on est riche ou pauvre. « Tous les hommes n’habitent pas le monde de la même façon », selon le titre du roman de Jean-Paul Dubois, prix Goncourt de cette année.

Si le virus frappe inégalement, ce n’est pas sa faute. C’est la faute aux inégalités préexistantes à la pandémie. Et donc des politiques qui ont permis ou encouragé la montée de ces inégalités.

Sous le titre « Le virus de l’inégalité » Laurent Joffrin évoque dans « Libération », à titre d’exemple, les « classes supérieures » qui peuvent se permettre, à la différence des moins lotis, de fuir les grandes villes, et de se soustraire plus facilement à la contagion.

Et en effet. Les riches Parisiens déjà moins touchés dans leur vaste appartement du 16e, avec vue sur le bois de Bologne, avec les domestiques qui peuvent leur fournir à domicile homard et champagne, peuvent en plus s’enfuir vers leur villa isolée avec vue sur mer.

L’éboueur d’origine malienne, déjà plus menacé de contagion de par son travail, devra bien se résigner après ou hors travail au confinement dans son logement exigu en banlieue.

Le banquier de notre place financière aura plus de facilités d’éviter la contagion, de supporter le « confinement » et les autres restrictions de l’état de crise que la caissière de chez Cactus ou le la main-d’œuvre de chez Bonaria. Pas

d’objection contre la promotion du télétravail, mais il ne s’offre pas à tout le monde et pas de la même façon.

Le chômage partiel est certes une mesure pour permettre la survie des entreprises et de maintenir l’emploi. Pourtant, la réduction du salaire frappera le plus durement les salarié/es à bas revenu.

La fermeture des écoles et des crèches sera supportée plus aisément par les uns que par les autres. Les familles les plus aisées seront capables de fournir à leurs enfants une éducation adaptée à domicile – avec ou sans gouvernante. Il en va autrement de la femme monoparentale, salariée ou sans emploi, ou des familles ouvrières portugaises qui n’ont que peu de moyens de suppléer à l’école publique.

Et en bas de l’échelle, toutes/tous les « sans » : sans-domicile, sans-papier, sans voix …

Bien sûr, les autorités politiques et sanitaires ont raison d’insister sur la protection des plus vulnérables. Sauf qu’il serait bon de rappeler que la vulnérabilité n’est pas seulement une question d’âge, mais aussi une question sociale. Et que, la crise dépassée, il faudrait s’en souvenir – et donc tout faire pour réduire ces inégalités.

Heureusement au moins, notre premier ministre, pour souligner l’urgence d’agir, à préféré la métaphore de la course à la rhétorique martiale du président français : « Nous sommes en guerre … contre un ennemi invisible ». On se souvient d’une « Union sacrée » de sinistre mémoire pour justifier un nationalisme guerrier en même temps que d’étouffer les conflits sociaux et l’esprit critique. Non, nous ne sommes pas en guerre, et un virus n’est pas un ennemi, déjà pour la simple raison que la comparaison pourrait être (et a été) inversée : « l’ennemi » extérieur ou intérieur, parfois invisible est comme un non-humain, un parasite, ein Schädling.

Non, le virus, n’a pas été inventé par « le capitalisme ». Par

contre, la dynamique d'accumulation, la domination du capital financier, l'obsession de la rentabilité, ont favorisé l'étirement des chaînes de production à travers le monde, à la recherche des coûts de production les plus faibles, des salaires les plus bas et des contraintes environnementales les plus basses. Les délocalisations si bénéfiques pour les actionnaires et si néfastes pour les travailleurs, révèlent leur pleine toxicité en cas de crise – sous la forme, par exemple, du manque de médicaments.

La surcharge des hôpitaux – notamment en France et en Italie – était dénoncée bien avent le virus par les personnels médicaux et paramédicaux. L'austérité néolibérale a empêché des rémunérations et des conditions de travail acceptables pour les personnels soignants – alors que les actionnaires empochent les dividendes. Si, au Luxembourg, la situation ne paraît pas encore aussi dramatique qu'en France, la logique financière n'a pas épargné ni la structure hospitalière, ni les autres secteurs de soin. Le régime d'accumulation néolibéral tend à la fois à réduire le poids de la puissance publique (et donc, notamment, des impôts redistributifs) et à s'accaparer les secteurs non encore marchands.

C'est pourtant la puissance publique, la mal-aimée et mal pourvue, qui est appelé à la rescousse en cas de crise. Il y a 10 ans, pour sauver les banques, maintenant pour protéger la population et maintenir en marche, tant bien que mal, l'économie.

« Depuis des décennies, nos services publics sont abîmés, dégradés, brocardés. Mais c'est toujours l'État qui vole au secours des banques, 'too big to fail.' Ce sont toujours les services publics et leurs agents qui sont en première ligne lorsque les crises arrivent », écrit la philosophe Dominique Méda (Libération du 18 mars).

Et de conclure : « … nous devons en effet engager des ruptures majeures. Rupture avec un capitalisme débridé qui est à

l’origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons… »

Pour cette rupture, il ne faut manifestement pas nous fier à celles et à ceux qui nous l’avaient déjà promise lors de la crise financière de 2008.

André Hoffmann

25/03/2020